

PLACE AU RASSEMBLEMENT CITOYEN!

Bilan de Conseiller régional 2010 – 2015

On lâche rien

Avec un vote de 7 % pour le Front de Gauche au premier tour et 68 % pour la gauche au second, les électeurs de Midi-Pyrénées ont élu en 2010, 7 conseillers régionaux du Front de Gauche. Durant ce mandat, **j'ai défendu sans relâche le projet écologique et solidaire porté lors de cette campagne électorale.**

Nous avons combattu la réforme territoriale, la privatisation de l'aéroport Toulouse-Blagnac, l'augmentation de la taxe sur le prix de l'essence et surtout les mesures d'austérité comme les restrictions budgétaires qui se répercutent sur les habitants et les acteurs associatifs et culturels. **Trop d'élus s'opposent dans les couloirs mais se soumettent en Assemblée.** Etre élu, c'est pourtant rester fidèle à ses engagements et défendre l'intérêt des populations. Ce n'est pas enregistrer des décisions prises ailleurs.

Nous avons obtenu, souvent par une action commune avec les élus d'Europe Ecologie Les Verts, de nouvelles politiques régionales solidaires. Ainsi, un fond social lycéen a été créé

pour renforcer le droit à la cantine pour les lycéens et assurer à nos jeunes au moins un repas complet et équilibré par jour. La Région a instauré une caution solidaire et un Pass-mutuelle pour favoriser l'accès au logement et à la santé pour les étudiants. Nous avons mis en œuvre un Plan rail de 820 millions d'euros, un Plan Climat Energie et soutenu les énergies renouvelables pour engager la Région sur la voie de la planification écologique.

Je me suis battu pour l'emploi et l'égalité entre les territoires en défendant la relocalisation de l'économie plutôt que la religion de la « compétitivité », en proposant un Plan de relance de l'investissement public local, en privilégiant les trains du quotidien plutôt que la LGV ou encore en agissant pour le maintien de nos maternités et hôpitaux de proximité.

En 2010, nous proposons que la Région instaure un bouclier social face à la crise économique pour protéger les Midi-Pyrénéens ; si des mesures nouvelles ont été mises en place, ce mandat a surtout été celui d'une adaptation aux exigences austéritaires du gouvernement.

Alors que la réforme territoriale va davantage éloigner les citoyens du Conseil régional, agissez pour ne plus subir! Impliquez-vous pour dépasser un système politique verrouillé et reprendre vos affaires en main, comme en Grèce ou à Barcelone. Dotons notre « grande Région » d'un rassemblement citoyen qui sera soutenu par le Front de Gauche, EELV, Nouvelle Donne... Une démarche crédible, éthique et innovante, qui agira uniquement en fonction de l'intérêt général. Rassemblons largement par l'implication citoyenne, au-delà des seules logiques partisans, pour rompre avec les habitudes du vieux monde politique en crise et renverser la table pour des jours meilleurs.



Pourquoi j'ai voté contre le budget 2015 ?

Pour m'opposer à l'austérité décentralisée qu'implique une baisse des moyens de Midi-Pyrénées de 152 millions d'euros d'ici 2017. Accepter ce repli de l'intervention publique comme outil de redistribution, de planification écologique et de développement économique, c'est accepter l'approfondissement de la crise et l'accroissement des inégalités sociales et territoriales.

Parce que ce budget n'est pas à la hauteur de la situation, j'ai défendu avec les élus Front de Gauche et Europe Ecologie les

Verts de relancer l'investissement public local, de maintenir et créer des emplois dans le secteur associatif abandonné par les pouvoirs publics, de maintenir le budget de la culture, d'engager plus fortement la transition écologique, de réorienter des crédits pour l'emploi et la relocalisation de l'économie. Ces propositions ont été rejetées.

Refusons la résignation qui empêche de répondre aux urgences de notre temps, ouvrons la voie à une alternative citoyenne.



Guilhem Serieys

Conseiller Régional
Midi-Pyrénées

Vous pouvez retrouver
mes interventions
et comptes-rendus de séances
sur

www.guilhemserieys.fr

www.frontdegauche-midipyrenees.fr

Vous pouvez
prendre connaissance
de la tribune co-signée
avec François Simon (EELV)
et Gérard Poujade (ex-PS)
sur le site de Médiapart intitulée
« Il n'y a pas d'autre alternative
que de construire en commun »

Vous pouvez me contacter sur :

mail : gserieys@gmail.com

twitter : [@gserieys](https://twitter.com/gserieys)

Vous pouvez signer l'appel
pour un rassemblement
citoyen et politique
en Midi-Pyrénées /
Languedoc-Roussillon
sur

www.mplr.rassemblementcitoyen.fr

Parti de
Gauche

ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE

M E M B R E D U

**FRONT
DE GAUCHE**

| | Je me suis battu pour et nous avons obtenu | Je me suis battu pour et nous avons perdu | Je me suis opposé et j'ai voté contre |
|---|--|---|--|
| Education et formation professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> • 500.000 € pour un fonds social lycéen pour assurer le droit à la cantine • Ordilib pour aider à l'acquisition d'un ordinateur portable pour les lycéens et apprentis • Chéquier lecture et carte jeune | <ul style="list-style-type: none"> • Le ré-équilibre de l'apprentissage privé vers la formation professionnelle publique • La défense du cadre national de la formation professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> • Le schéma prévisionnel de la carte des formations professionnelles • Les subventions facultatives à l'enseignement privé |
| Economie - Emploi | <ul style="list-style-type: none"> • Vœu pour l'interdiction des licenciements boursiers • Transformation des subventions aux grands projets industriels en avances remboursables • Augmentation du budget de l'économie sociale et solidaire | <ul style="list-style-type: none"> • Réorienter les investissements vers la relocalisation de l'économie • Fonds régional pour l'emploi avec pôle financier public • Un meilleur contrôle de l'argent public versé aux entreprises • Plan de soutien à l'investissement public local et la sobriété énergétique des bâtiments communaux • Mise sous critères sociaux et environnementaux des subventions aux entreprises | <ul style="list-style-type: none"> • La stratégie régionale de l'innovation axée sur l'unique recherche de la "compétitivité" • Le placement de 4 millions d'euros dans des fonds de placement à risque spéculatifs • Le plan robotique qui ne répond pas aux besoins humains mais à l'unique conception de "l'offre" • Les subventions aux pôles de compétitivité • Le Plan Export |
| Environnement | <ul style="list-style-type: none"> • Vœu pour l'abrogation des permis de gaz de schiste • Plan Climat Energie • Eco-chèque logement • Soutien aux énergies renouvelables | <ul style="list-style-type: none"> • La demande d'arrêt du projet de barrage de Sivens • Soutien aux retours en régie publique de la distribution de l'eau • Investissements dans l'économie circulaire • Plan d'investissement dans la rénovation énergétique • Vœu contre la privatisation des barrages hydro-électriques | <ul style="list-style-type: none"> • Le dispositif de développement international des transports • Les projets de barrage pour l'agriculture intensive • La privatisation de l'énergie dans les lycées |
| Agriculture | <ul style="list-style-type: none"> • Plan de soutien à l'installation et la transmission agricole • Plan protéine régional | <ul style="list-style-type: none"> • Conditionner les aides à la non utilisation de pesticides et d'OGM en élevage • Maintien et plafonnement des aides pour la conversion en bio | <ul style="list-style-type: none"> • Le Plan bio 2014-2020 sans ambition qui ne diminuera pas les importations de produits bio |
| Enseignement supérieur | <ul style="list-style-type: none"> • Une politique de site d'aménagement du territoire • Défense du cadre national et public contre la loi Fioraso • Dispositif de caution pour le logement étudiant et pass-mutuelle • Aides sociales pour les étudiants en formations sanitaires et sociales | <ul style="list-style-type: none"> • Priorité à la recherche publique | <ul style="list-style-type: none"> • La substitution à l'Etat concernant ses missions légales |
| Transports | <ul style="list-style-type: none"> • Vœu pour le retrait de la loi Macron et contre la libéralisation de l'autocar • De 150 à 360 dessertes quotidiennes pour les trains régionaux • Le Plan Rail (820 millions) et le renouvellement du matériel roulant | <ul style="list-style-type: none"> • La rénovation de la ligne Béziers-Millau-Neussargues • Le refus du financement en PPP de la LGV Bordeaux-Paris • La rénovation de la ligne Rodez-Millau • La réouverture de la ligne Cahors-Capdenac | <ul style="list-style-type: none"> • Le projet d'autoroute Castres-Toulouse en PPP • La fermeture de la ligne Montrejeaux-Luchon • L'avis de la Région concernant la LGV Toulouse-Bordeaux |
| Associations, cultures, sports | <ul style="list-style-type: none"> • Demande de moratoire sur la convention Unedic pour les intermittents • Soutien au planning familial et appel au maintien de ses missions | <ul style="list-style-type: none"> • La prolongation du dispositif de soutien aux emplois associatifs | <ul style="list-style-type: none"> • La baisse du budget de la culture • La liquidation de l'Association Régionale de Diffusion Technique et la fin du théâtre de la Digue |
| Budget et fiscalité | <ul style="list-style-type: none"> • La demande d'une réforme de la fiscalité permettant de nouvelles ressources comme le versement transport | <ul style="list-style-type: none"> • Le remboursement par l'Etat des 200 millions de dettes qu'il doit à la Région • L'opposition à la baisse des dotations aux collectivités | <ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation de la Taxe sur le prix de l'essence • L'augmentation de la TVA sur les transports publics |
| Services publics | <ul style="list-style-type: none"> • Vœu contre la loi Bachelot pour l'hôpital • Défense du service public dans le cadre du « Mémoire dans le contexte européen de libéralisation » | <ul style="list-style-type: none"> • La déclaration "hors Grand Marché Transatlantique" et la demande d'arrêt des négociations • Vœu pour un moratoire sur les décisions de fermeture de maternité et de fusion d'hôpitaux de proximité | <ul style="list-style-type: none"> • La réforme territoriale du gouvernement • La privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac |

La réforme territoriale contre la démocratie et l'égalité

A travers 4 lois, le gouvernement met en place une nouvelle organisation territoriale qui vise à imposer l'austérité et à mettre les territoires en compétition. Cette déconstruction du cadre républicain du pays implique la mise à distance des citoyens des lieux de décision.

- Les pouvoirs et les moyens financiers sont concentrés au niveau de 13 métropoles au détriment de l'égalité entre les territoires.
- Des supers régions sont créées au prétexte que les régions actuelles sont trop petites. Pourtant, Midi-Pyrénées était la région la plus grande de France, plus grande que 7 pays européens ! Ces fusions entraînent un éloignement des citoyens par rapport aux lieux de décision et un risque de dérive technocratique.
- Les régions doivent élaborer des schémas de développement économique qui s'imposeront à toutes les autres collectivités. Ces schémas doivent prioriser l'exportation, la spécialisation des territoires et la compétitivité. Pourtant, la crise écologique et sociale nécessite à l'inverse de relocaliser l'économie, de développer l'économie sociale et solidaire, les circuits courts et de mixer les activités économiques dans les bassins de vie.

- La clause de compétence générale, qui permet à une collectivité d'intervenir dans tous les champs de compétence, est supprimée. Le risque est grand de voir des secteurs entiers être abandonnés par les pouvoirs publics comme c'est le cas actuellement pour le champ associatif, culturel et de l'éducation populaire. Ce sont les territoires ruraux et en difficulté qui en pâtiront principalement.
- L'Etat est affaibli avec des compétences abandonnées et transférées. Il est pourtant le garant de l'égalité de traitement des territoires et des citoyens.
- Aucune réforme de la fiscalité locale injuste n'est engagée et les moyens budgétaires des Régions sont réduits, au détriment des politiques de solidarité et de service public.

La modernité ne consiste pas à évincer les citoyens pour confier la gestion à des experts.

**Dans la nouvelle grande Région,
c'est le peuple
qui doit exercer sa souveraineté !**

Reprenons nos vies en main à l'échelle de la grande Région

- Elaborons une charte d'engagement et d'éthique pour associer les citoyens aux décisions régionales et garantir un contrôle de l'action publique
- Engageons un réaménagement du territoire pour lutter contre les inégalités, renforcer les coopérations, réduire les distances domicile-travail, mixer les activités dans chaque bassin de vie (emploi, logement, services publics, santé)
- Planifions la transition écologique pour une activité humaine respectueuse de l'environnement, une économie relocalisée créatrice d'emplois utiles, une agriculture paysanne de proximité, le développement des transports publics
- Abandonnons les Grands Projets Inutiles. Les millions dépensés à financer ces projets sont des moyens qui manquent pour les projets du quotidien
- Créons des emplois et stabiliser les financements dans les associations par la signature de contrats pluriannuels



Impliquez-vous pour co-élaborer les réponses aux défis de notre temps, loin des logiques libérales dogmatiques qui montrent chaque jour leur inefficacité.

**Signez l'appel pour un rassemblement citoyen et politique
et Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon sur**

www.mplr.rassemblementcitoyen.fr